

Publié le 11 mars 2016

Face aux migrants, l'Europe est-elle remise en question ?

Depuis des mois, les migrants se sont incontestablement imposés en haut de l'affiche médiatique ainsi qu'en tête de l'agenda politique de l'Europe. Les sommets, conférences et même rencontres informelles entre chefs d'État européens et proche-orientaux se succèdent sans que se profile la moindre sortie de crise crédible. Et l'on voit mal aujourd'hui ce qui pourrait endiguer cette vague de migrations, la plus importante depuis la Seconde Guerre mondiale.

Qui sont les migrants ?

Selon l'Organisation internationale pour les migrations citée dans [Capital.fr](#), «en 2015, 1 million de migrants ont accédé à l'espace Schengen» par la mer via l'Italie et surtout via le «boulevard turc» vers la Grèce. Le flux demeure soutenu avec «65 000 personnes» arrivées en janvier 2016. La Commission européenne «s'attendrait ainsi à voir affluer 3 millions de migrants supplémentaires d'ici 2017, avant d'envisager une stabilisation.» Toutefois, la Commission a indiqué que «60 % des migrants ne relevaient pas du droit d'asile».

Sociologiquement, les migrants sont majoritairement des hommes, comme l'indiquent les statistiques du Haut Commissariat aux Réfugiés des Nations Unies (UNHCR). En septembre, ils étaient estimés être à 72 % des hommes, 13 % des femmes et 15 % des enfants, révélait [Rue89](#). Aujourd'hui, la proportion de femmes et d'enfants augmente et [l'UNHCR](#) publie les chiffres suivants au 1^{er} janvier 2016 : «44 % d'hommes, 20 % de femmes, 36 % d'enfants». Les hommes sont encore plus de deux fois plus nombreux que les femmes à chercher asile en Europe.

En moyenne, les migrants sont jeunes, dans la force de l'âge, et représentent les classes d'âge des populations actives de leurs pays d'origine. Selon les statistiques sur la migration et la population migrante d'[Eurostat](#), «en 2013, les immigrants dans les États membres de l'Union étaient, en moyenne, beaucoup plus jeunes que la population résidant déjà dans leur pays de destination. Au 1^{er} janvier 2014, l'âge médian de la population de l'UE-28 était de 42 ans. En revanche, l'âge médian des immigrants dans l'UE-28 en 2013 était de 28 ans.»

Les guerres civiles et l'instabilité, grandes pourvoyeuses de migrants

Selon l'enquête de [Rue89](#), les migrants sont à 53 % originaires de Syrie, 14 % d'Afghanistan, 7 % d'Érythrée ou encore 3 % d'Irak. La Syrie est actuellement au premier rang mondial des pays ayant «le plus de réfugiés parmi ses nationaux» avec 34 % de sa population révèle [Le Monde](#). Et le nombre de déplacés atteint la moitié de sa population, avec 7 millions au sein même de la Syrie, 4,5 millions dans les pays voisins comme la Turquie, le Liban et la Jordanie, et «seulement» 1 million

en Europe, lit-on dans [L'Obs](#).

D'autres pays voient des ressortissants frapper à la porte de l'UE. Selon des statistiques publiées dans [Le Monde](#), entre janvier et fin mai 2015, les 10 principaux pays d'origine des primo-demandeurs d'asile dans l'UE sont :

- la Syrie, avec 18,5 % des procédures
- le Kosovo, 15,9 %
- l'Afghanistan, 10 %
- l'Albanie, 6,8 %
- l'Irak, 5,2 %
- le Pakistan, 3,4 %
- l'Érythrée, 3,1 %
- la Serbie, 2,5 %
- l'Ukraine, 2,5 %
- le Nigeria, 2,3 %

Le statut de réfugié automatiquement octroyé aux syriens

Pour les Syriens, les raisons de leur fuite sont évidentes. Leur pays est en grande partie détruit, dans une guerre civile totale où les fronts sont multiples : «La situation y est tellement catastrophique que l'agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) octroie désormais automatiquement le statut de «réfugié» à toute personne fuyant la Syrie – alors que c'est habituellement une démarche individuelle –, quels que soient son groupe ethnique, sa religion ou ses opinions politiques.»

Cependant, la menace de Daech est loin d'être le seul facteur de départs des migrants, ainsi que le dénonce le député candidat aux primaires des Républicains, Hervé Mariton, dans [Le Monde](#) : «Ce sont avant tout les exactions du régime syrien et aujourd'hui les bombardements aveugles russes, notamment dans la région d'Alep, qui viennent grossir les rangs des réfugiés syriens.» Les Irakiens fuient eux aussi une guerre civile sanglante qui oppose chiites et sunnites, dans un pays «au bord du désastre humanitaire». Le chaos dans lequel est plongée la Libye ainsi que l'emprise grandissante de Daech incite également la population à traverser la Méditerranée.

Les pays des Balkans accusent un fort taux de demandeurs d'asile en Europe, qui fuient la pauvreté et le chômage de la Serbie et de l'Albanie, mais aussi la corruption généralisée du Kosovo. Ce pays a vu 8 % de sa population fuir pendant les premiers mois de 2015, au point que «le Conseil d'État français a retiré en octobre 2014 le Kosovo de la liste des pays dits «sûrs» – en fonction de laquelle l'administration peut décider ou non d'accorder l'asile», révèle une enquête d'Alexandre Pouchard en septembre dans [Le Monde](#).

L'instabilité et les incessants conflits intérieurs de l'Afghanistan et du Pakistan qui prennent régulièrement pour cibles les populations les font fuir vers l'Europe, surtout la Grande-Bretagne, destination favorite des Pakistanais pour trouver du travail et un avenir meilleur.

Enfin, l'Érythrée connaît depuis 1993 «la pire dictature du continent africain, avec un régime totalitaire ayant développé une surveillance de masse de la population et une répression systématique de toute contestation», sans oublier les massacres du Nord-Kivu qui jettent de nombreux ressortissants de RDC sur les routes.

Quelle est l'obligation de l'Europe envers ces réfugiés ?

C'est donc vers la stabilité politique, la réussite économique et l'avancée sociale de l'Europe qu'affluent les réfugiés. Car même si, par endroits, elle n'est plus l'Eldorado qu'elle était du fait de la crise, comme la France, l'Espagne et l'Italie qui n'attirent pas les migrants, le dynamisme de l'Allemagne, du Royaume-Uni et de la Suède les font culminer en haut de leurs destinations de prédilection. Quelle est donc l'obligation de l'Europe envers ces réfugiés quand on sait que 60 % des migrants ne relèvent pas du droit d'asile ? Est-ce en vertu de ses racines chrétiennes que l'Europe se doit de pratiquer les vertus évangéliques de charité fraternelle et d'accueil du pauvre et de l'étranger ? Est-ce en vertu de l'assistance à personnes en danger ? Est-ce un devoir de civilisation comme disent certains ? Ou d'autres considérations, plus pragmatiques dirons-nous, entrent-elles en jeu ?

En effet, le large accueil de «Mama Merkel» fait aux migrants syriens, bien terni par l'affreuse vague d'agressions sexuelles de Cologne – qui n'étaient pas le fait de Syriens ni d'Afghans – était peut-être en partie mû par les racines chrétiennes de la Chancellerie, mais n'en correspond pas moins aux nécessités réelles de main d'œuvre d'une Allemagne dramatiquement peu féconde. Comme le rappelle [La Libre Belgique](#), «il y a là-dessus un consensus des économistes, préoccupés par le déficit croissant de population active en Europe pour faire face au coût des retraites.» Autrement dit, ces migrants étaient vus comme une sorte de manne sur le chemin de la solidité économique du pays – d'autant plus que les réfugiés syriens ont en moyenne un niveau de formation et de qualification supérieur à celui des autres migrants – sous le vernis chrétien pour certains, humaniste pour d'autres d'une Europe accueillante aux misères du monde. Aujourd'hui, Angela Merkel est plus que remise en question sur sa gestion des migrants. Le scrutin régional de ce dimanche a constitué un premier test pour le CDU et a abouti à la défaite de deux de ses candidats et à l'entrée du parti populiste anti-immigration AfD dans trois parlements, selon [Europe 1](#).

L'accueil des migrants exige l'exercice de la vertu de prudence

En effet, l'accueil de l'autre, de l'étranger, de celui qui a besoin d'aide, exige, en plus de la populaire notion de solidarité, l'exercice de la vertu de prudence¹, qui amène à un discernement auquel l'UE ne doit pas se soustraire. Actuellement, tous les efforts sont tendus dans le but de satisfaire les besoins primaires des migrants, logement, hygiène, vêtement et nourriture. Mais ne doit-on pas penser l'avenir de ces populations ? Et cet avenir est-il nécessairement en Europe ? La Syrie, pour se reconstruire, aura besoin de toutes ses forces vives ; or les Syriens sont précisément ceux qui obtiennent *de facto* le statut de réfugié, donc seront les premiers à être admis dans l'UE, car «la Convention de 1951 signée par l'UE ne nous laisse [...] pas de choix : l'accueil des vrais réfugiés en quête d'asile est une obligation internationale» ajoute [La Libre Belgique](#). Si le conflit s'enlise et dure, cette population des classes moyennes et supérieures syriennes saura sans doute bien trouver sa place en Europe et aura du mal à la quitter pour un pays en ruines.

1 - La prudence chrétienne est une vertu morale et surnaturelle, qui incline notre intelligence à choisir en toutes circonstances, les meilleurs moyens pour atteindre nos fins en les subordonnant à notre fin dernière.

L'abdication de nos responsabilités ?

D'autre part, avec l'accord négocié par Angela Merkel et le premier ministre turc Ahmet Davutoglu, il semble que l'Union Européenne choisisse de confier le discernement de l'accueil des migrants à la seule Turquie : «Ankara s'est dit prêt à reprendre sur son territoire tous les migrants illégaux interceptés en Grèce en échange d'une promesse de réinstallation du même nombre de réfugiés se trouvant déjà sur le sol turc», moyennant une augmentation substantielle de l'aide financière de l'Union Européenne à hauteur de 6 milliards d'euros ainsi que la fin des visas pour les ressortissants turcs se rendant en Europe et bien sûr l'avancée des négociations de leur entrée dans l'UE, rapporte [Le Figaro](#). N'est-ce pas une abdication de nos responsabilités que d'abandonner ce discernement à la Turquie ? Et n'est-ce pas illusoire de penser qu'elle le fera ?

On peut légitimement se demander comment la Turquie va procéder pour discerner et sur quels critères, étant donné que l'UE n'y est pas parvenue : défense des racines chrétiennes de l'Europe et peur d'un envahissement d'un côté, besoins de sang neuf et de main d'œuvre de l'autre... Et Ankara a annoncé que les migrants déjà arrivés dans les îles grecques ne seront pas repris par la Turquie, *publie L'Express* : est-il juste de laisser à la Grèce seule le discernement sur l'accueil des migrants, en s'appuyant sur le désormais obsolète *règlement de Dublin* (voir [interview d'Alexis Tsipras](#) dans le *Corriere della Sera*) sachant que « l'an dernier, 850 000 personnes ont débarqué sur les îles grecques », rappelle [Le Parisien](#) ? Là encore, une Europe politique forte manque. Ou peut-être l'audace d'un discernement réellement chrétien, qui dépasse les visions court-termistes ou intéressées des peuples.

Alix Verdet

Retrouvez cet article sur notre [site](#)